

Yemaya

N° 10

LETTRE DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

Août 2002

Editorial

Chères amies, chers amis,

Ce numéro vous présente des articles sur la Tanzanie, le Brésil, le Mozambique, la Guinée Conakry, la Malaisie et un extrait du rapport récent sur les femmes dans la pêche européenne.

L'article sur la Tanzanie analyse le déroulement de deux projets de développement de pêcheries et fait bien ressortir que le succès de l'un d'entre eux est en bonne partie dû au fait qu'on a pris soin d'intégrer les préoccupations des femmes au processus dès la phase de conception du projet. « Cela ne veut pas dire que toutes les femmes sont impliquées dans l'élaboration du projet. Mais cela leur permet au moins d'exposer leurs priorités et leurs stratégies dès le départ », note l'auteur de ce texte. C'est là un aspect très important, et qu'on laisse souvent de côté.

Dans bon nombre de pays, tant au Nord qu'au Sud, les femmes ont un rôle fondamental mais mal reconnu dans la gestion de l'entreprise : comptabilité, contacts avec la banque et les autorités portuaires notamment. Le rapport sur les femmes dans la pêche européenne met bien en évidence leur travail (important mais sous-estimé) d'appui au mari embarqué. On parle ici de « conjointe-collaboratrice ». Les auteurs recommandent que cette contribution soit effectivement reconnue et soutenue.

Même si la participation des femmes à des activités de pêche reste peu visible, il faut tout au moins faire en sorte que les plans de gestion et les diverses

autres politiques prennent en compte leur contribution et leurs priorités, pour des raisons d'équité et aussi pour mieux assurer une exploitation durable de la ressource et préserver le gagne-pain des populations de pêcheurs.

Dans plusieurs pays du monde, les femmes de pêcheurs font parfois l'actualité lorsqu'elles militent et prennent des initiatives pour améliorer leurs conditions d'existence. Nous vous donnons deux exemples, en Inde et en Espagne.

Yemaya en est maintenant à son dixième numéro. La version anglaise est expédiée à 134 personnes et organisations dans 78 pays. La version française est envoyée à 57 personnes et organisations dans 20 pays. La version espagnole est envoyée à 74 personnes et organisations dans 20 pays. Il s'agit essentiellement d'organisations professionnelles, d'associations liées au milieu de la pêche, de femmes de communautés de pêcheurs en Inde, au Brésil, aux Philippines, au Sénégal, au Chili, en Espagne, en France, au Canada, etc.

Yemaya souhaite recevoir des articles à publier, surtout de la part de groupements de base dans les pays du Sud, et établir des contacts avec d'autres bulletins du même genre qui paraissent en langue locale à l'intention des populations de pêcheurs. Si vous connaissez des possibilités dans ce domaine, faites-le nous savoir. Le prochain numéro de *Yemaya* doit paraître en novembre 2002. Si vous avez un texte à faire paraître, envoyez-le avant la fin du mois d'octobre.



Pages Intérieures

Tanzanie.....	2
Guinée.....	3
Mozambique.....	4
Brésil.....	5
Malaisie.....	7
UE.....	7
Etymologie.....	9
Journaux.....	10
Film.....	11
Internet.....	12

Afrique/Tanzanie

Des femmes capables

De toute évidence, la participation des femmes au processus de préparation des projets sur la côte a été un gage de succès

par Catherine Chando, d'après son mémoire de maîtrise (2002) sur les rôles respectifs des hommes et des femmes dans le développement des plans, programmes et projets du secteur de la pêche en Tanzanie

En tant que fonctionnaire de l'administration des pêches et étudiante en maîtrise de gestion des pêches, je me suis souvent demandée pourquoi les femmes qui tiennent une place si importante dans l'économie domestique (le ménage) n'apparaissent que de façon marginale dans les politiques des pêche. Leurs diverses contributions à ce secteur d'activité sont bien mal consignées dans les documents officiels et donc mal reconnues. Il y a les femmes productrices, celles qui aident les pêcheurs, celles qui transforment après capture, les commerçantes, celles qui s'impliquent de façon particulièrement significative dans des activités qui, tout en n'étant pas directement liées à la pêche, sont essentielles pour le bien-être de la famille et de la communauté. Mais dans les communautés de pêcheurs, tout cela est souvent occulté parce que c'est le travail des hommes qui occupe le premier plan. C'est ainsi que les besoins et les intérêts des femmes sont passablement négligés, notamment dans les politiques et les programmes des pêches, qui prennent essentiellement en compte les problèmes des hommes, en faisant comme s'il n'y avait pas de femmes dans ce secteur.

Comme je m'intéresse aux questions de genres dans la pêche, j'ai voulu y regarder de plus près et savoir dans quelle mesure les femmes avaient leur mot à dire dans l'élaboration des projets. J'estime que leur participation à ces processus est pour elles un moyen privilégié d'affirmer leurs droits et leurs responsabilités. Elles peuvent ainsi influencer les objectifs et les stratégies et proposer des solutions alternatives réalistes.

Dans le présent article, il sera donc question de la participation des femmes à la préparation de projets de développement sur la côte de Tanzanie, plus précisément dans les districts de Bagamayo et de Mafia. J'ai visité un certain nombre de projets dans ces régions. Pour ce qui est des projets de Bagamayo, ni les hommes ni les femmes n'ont participé aux processus d'élaboration. Tout a été lancé et conçu de l'extérieur, par l'administration des pêches et par une entreprise qui cultive des algues. Je laisse donc de côté cet exemple.

Le projet du Parc marin de l'île de Mafia (MIMP) diffère sur de nombreux points de bon nombre de projets que je connais. A Mafia, les femmes cultivent maintenant des algues, elles travaillent dans des ateliers de transformation, elles ramassent des coquillages. Elles ont ainsi démontré qu'il est possible de procéder autrement qu'en pêchant à la dynamite comme font certains au risque de détruire la ressource. Les pouvoirs publics et les communautés ont ici agi ensemble pour lutter contre cette pratique et pour protéger la biodiversité.



Ce qui a fait la différence, c'est la participation des femmes à la phase de préparation du projet. Dès le départ, ses concepts et ses structures prévoyaient une place pour les femmes. Elles ont été présentes au niveau national lorsqu'il a été question de créer ce parc. Lors de la phase d'élaboration du projet, il y avait des femmes parmi le personnel, dans les comités et les conseils d'administration. Et dans les villages, certaines fonctions favorisaient les femmes (personnes chargées du développement, des problèmes de genres...). On a aussi demandé aux femmes, en tant que membres des communautés, de participer aux réunions préparatoires qui étaient organisées dans chaque village. Cela ne veut pas dire que toutes les femmes sont impliquées dans l'élaboration du projet. Mais cela leur permet au moins d'exposer leurs priorités et leurs stratégies dès le départ. Si elles sont déterminées, elles peuvent mettre à profit cette opportunité qui s'avère très précieuse pour faire sentir leur présence.

L'exemple de Mafia montre bien que les femmes peuvent agir efficacement pour assurer une exploitation durable de la ressource lorsqu'elles ont la possibilité de participer à un projet. A Mafia elles étaient dans le coup, elles ont dirigé des groupes, elles ont fait preuve de dynamisme. Si on a réussi à mettre un terme à l'usage de la dynamite c'est peut-être aussi parce qu'il y avait des femmes dans

les réunions préparatoires du Parc marin. On peut dire que les discussions et l'élaboration du projet ont commencé dans les familles. C'était là un résultat positif, particulièrement visible à Jibondo et Juani, deux villages de l'île de Mafia.

Quand on regarde de près le déroulement des opérations, on constate que les femmes étaient plus actives et plus faciles à mobiliser que les hommes. Dans la majorité des groupes, il y avait des femmes.

J'ai également noté les points suivants :

- Les femmes participent à des activités rémunératrices en dehors des pêcheries. L'argent provenant des activités de leurs groupements sert à compléter les revenus du ménage.
- Les femmes, et quelques hommes, ont acquis et développé un savoir-faire, notamment en matière de conservation, en pratiquant la culture des algues.
- Des femmes de villages situés dans les deux districts étudiés ont eu une certaine influence sur les groupements de femmes de villages voisins qui ont directement bénéficié de ces projets.
- Ayant acquis un meilleur statut socio-économique, les femmes ont pu partager plus facilement leurs expériences et leur savoir avec les autres femmes et les hommes. Elles ont motivé de nouvelles personnes, notamment des hommes, pour participer aux activités de groupes.

Leçons et recommandations

Grâce à leur participation depuis le premier jour, à la définition des objectifs du projet (par exemple l'augmentation des revenus des femmes pour améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la famille), les femmes ont réussi à imprimer à la phase préparatoire une orientation féminine qui n'a pas été sans influence sur la mise en œuvre du projet et ses diverses activités. Dans certains cas, cela a même entraîné une évolution sociale.

J'ai aussi noté qu'il y avait un rapport entre participation au processus d'élaboration du projet et niveau d'instruction. Le fait est qu'à Mafia bon nombre de femmes ont une certaine instruction.

Grâce aux programmes qui ont été réalisés sur l'île de Mafia, les femmes ont pu se familiariser avec les conditions de préparation d'un projet, les processus de prise de décisions, avec ce que signifie collaborer avec des partenaires extérieurs. Elles ont pu aussi acquérir des connaissances et un savoir-faire utiles à la fois pour améliorer leurs conditions de vie et pour mieux gérer les ressources marines auxquelles elles peuvent avoir accès. A partir de ce qu'elles ont appris, elles pourront désormais

lancer de nouveaux projets et mieux prendre en main leur avenir.

Le fait que les femmes soient capables de lancer leurs propres projets constitue certainement un facteur fort important. Cela leur permet de s'affirmer, d'acquiescer droits et responsabilités. Les meilleurs résultats ont été observés à Mafia, là où les femmes ont été impliquées dans le processus. Certaines ont été employées pour aider les autres femmes à progresser, et les structures et l'organisation du Parc marin de l'île de Mafia (MIMP) ont donné aux femmes la possibilité d'être présentes à toutes les phases du projet, de sa préparation à sa mise en œuvre. La présence dans le parc d'une personne chargée spécialement des problèmes de genres a été très utile pour que les gens prennent conscience de cet aspect. Les hommes de l'île ont accepté que leurs épouses sortent de chez elles alors que dans cette région, conformément aux traditions culturelles arabes, les femmes restent plutôt à la maison.

Dans mon expérience à Mafia, il ressort que si les femmes peuvent s'impliquer davantage dans l'élaboration des programmes, si elles peuvent assumer davantage de responsabilités, dans bien des communautés de pêcheurs il serait peut-être plus facile de trouver des solutions aux problèmes et des femmes et des hommes.

Pour contacter Catherine Chando, faire catherinechando@hotmail.com

Afrique/Guinée Conakry

Retombées de la Foire

Les femmes de Guinée Conakry ont tiré profit de la Foire ouest-africaine du poisson transformé par le secteur artisanal qui s'est tenue en juin 2001 à Dakar, Sénégal

par Mamayawa Sandouno, de l'association ADEPEG

Les femmes de la Coopérative des fumeuses de poisson de Boufi (COFUB) représentaient les transformatrices de Guinée à la foire de Dakar. Elles ont pu à cette occasion échanger des techniques et leurs expériences commerciales.

Elles ont appris qu'on peut se servir de différentes sortes de bois pour donner une certaine teinte au poisson fumé. Les Guinéennes et les Sénégalaises ont parlé entre elles des diverses façons de transformer le poisson, par fermentation ou autrement. Les Guinéennes ont aussi appris qu'en Mauritanie on produit du poisson séché emballé qui est vendu dans les supermarchés.

Encouragées par cette expérience, elles font actuellement des essais avec des filets tranchés et fumés qui pourraient intéresser certains marchés à Conakry. Pour le moment 400 kg ont été préparés de cette façon, à titre expérimental. Le premier acheteur a paru très intéressé.



A cette foire de Dakar, il n'y avait pas que du poisson. On y trouvait aussi plusieurs produits agricoles. Les Guinéennes vendaient de l'huile de palme rouge, du gingembre, des petits piments, du manioc et autres tubercules. Des affaires ont été conclues. Les femmes de Guinée Bissau et de Guinée Conakry, par exemple, ont échangé de l'huile de palme et du gingembre. Beaucoup de transactions n'ont pas été observées parce que cela se passait en dehors de la foire, dans les chambres où séjournèrent les femmes.

Les contacts que les femmes des différents pays ont pu avoir lors de cet événement ont eu un autre aspect pratique. Les Sénégalaises qui voyagent pour affaires en Guinée Conakry séjournent désormais chez leurs collègues guinéennes, et vice versa, au lieu d'aller à l'hôtel.

Après la foire, il y a eu un échange de lettres entre les femmes de la COFUB et l'Unité de support régional (USR) du Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP/SFLP) basée à Cotonou, en la personne de Mamauding Kouyoté, l'expert chargé du développement des pêches. Il s'agit d'une demande d'appui à un programme d'échanges entre les femmes de la COFUB et celles du CNPS au Sénégal. Deux femmes de Boufi iraient à Mbour pour se familiariser avec les méthodes de fumage. Cette demande est exprimée par des groupements de femmes des deux pays.

Les participantes à la foire de Dakar ont apprécié l'approche adoptée par l'ICSF en matière d'intégration

régionale. Elles souhaitent ardemment aller de l'avant dans cette initiative et organiser une autre foire, pour leur permettre notamment de débattre de leurs problèmes spécifiques et communs. Elles souhaitent mettre en place un réseau sous-régional de transformatrices et commerçantes. Quelle stratégie vont-elles pouvoir adopter pour réaliser ce rêve ?

Pour contacter Mamayawa, taper keriwel@yahoo.fr

Afrique/Mozambique

Là où elles ne peuvent aller

Les femmes de la pêche ont l'impression qu'on (leurs maris et le gouvernement) les laisse tomber, alors qu'elles ont de moins en moins la possibilité d'attraper du poisson

par K G Kumar

Le Mozambique est un pays de l'Afrique de l'Est situé entre la Tanzanie et l'Afrique du Sud. Il possède une façade maritime de 2 770 km qui donne sur l'océan Indien. Sa zone économique exclusive a une superficie de 493 700 km². Sur les 110 districts que compte le pays, 42 sont sur le littoral. Ils représentent 23 pour cent de la superficie totale.

La pêche tient donc naturellement une place importante dans l'économie du Mozambique. Elle représente 3 pour cent du PIB et depuis quelque temps près de la moitié des recettes en devises. Les pêcheries industrielles de crevettes en eaux peu profondes génèrent 85 pour cent de la valeur des exportations du pays (principalement vers l'UE, le Japon et l'Afrique du Sud).

Le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres du monde : 70 pour cent de ses 16 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. La grande majorité de la population (80 pour cent) vit dans les campagnes. Près de la moitié de l'apport en protéines provient du poisson.

La FAO estime qu'une bonne partie des ressources halieutiques du pays demeure sous-exploitée. Le Mozambique exploiterait seulement le quart du poisson disponible. Les pêches maritimes fournissent plus de 90 pour cent des emplois du secteur. Quelque 90 000 personnes participent directement aux opérations de capture, de transformation ou de commercialisation. En 1999, environ 74 000 personnes pratiquaient la pêche artisanale en mer, avec une flottille de 11 000-12 000 embarcations réparties sur près de 700 sites de débarquement. Ajoutons à cela les 19 000 personnes qui attrapent du poisson le long du rivage.

Mais où sont les femmes des communautés de pêcheurs ? Beaucoup se consacrent à des travaux agricoles, mais un certain nombre vont aussi à la pêche pour l'autoconsommation ou parfois pour commercer. C'est le cas dans la communauté de Mitubane, dans le district d'Angoche, province de Nampula. Les femmes utilisent des filets bon marché à petites mailles, appelées *kinias*. Elles opèrent dans les estuaires et sur le littoral, et leur but est essentiellement de ramener du poisson à la maison pour nourrir la famille. Dans certains endroits, elles ont aussi une activité post-capture : séchage, salage, fumage de petits pélagiques notamment. Parfois des commerçants embauchent des femmes pour traiter le poisson brut. Un petit nombre de femmes font la vente du poisson transformé, mais elles se heurtent au manque de capital et à l'insuffisance des moyens de transport.

Ces problèmes sont clairement apparus lors d'une brève rencontre avec des femmes de la région de Maputo qui étaient venues assister à l'Assemblée générale de l'ICSF à Maputo au début du mois de juin 2002. L'une d'entre elles, Maria Fernando Dgambo, habitant Costa do Sol, a dit qu'elle va pêcher avec un filet mais que ce n'est pas bien vu dans la société. Alors plusieurs fois elle a pensé arrêter. Maria et d'autres femmes vendent surtout du poisson frais qui a été capturé par les hommes, et elles ne font guère de transformation. Maria aimerait bien continuer à pêcher, mais le gros problème c'est le manque d'argent. Elle ne sait pas où s'adresser pour financer sa petite affaire : vers quel service se tourner ? Les hommes ont sans doute eu l'occasion de participer à des rencontres avec des organismes publics, mais il n'y a pas eu grand chose de fait pour résoudre concrètement la question du crédit.

Pour Leenos, 24 ans, la situation est à première vue un peu différente. Son père a abandonné la pêche, lui-même travaille avec une ligne à main dans la même région. Il avait réussi à obtenir un prêt pour mieux s'en sortir et nourrir sa famille. Il constate que ses gains sont toujours insuffisants et qu'il ne peut réinvestir dans du nouveau matériel.

A cause du manque d'argent, les femmes comme Maria, qui le plus souvent ont des enfants à charge, sont handicapées par la taille de l'embarcation dont elles disposent. Maria dit que sa pirogue est si petite qu'elle ne peut pas aller plus au large, là où désormais se trouve le poisson. Le chalutage a décimé les stocks dans ses lieux de pêche habituels : « Maintenant le poisson se montre là où nous ne pouvons pas aller ».

Les femmes souffriraient de discrimination dans un autre aspect : le rassemblement sous une bannière syndicale commune. La plupart des pêcheurs adhèrent à des

groupements régionaux qui ne sont pas constitués en fédération nationale. Les femmes disent qu'elles ne sont pas membres de ces structures. S'agit-il d'une attitude discriminatoire à l'égard des femmes ou d'un oubli regrettable, la chose n'est pas claire ! Toujours est-il que les femmes sentent bien le besoin de s'associer d'une façon ou d'une autre pour défendre leur cause. « Nous avons l'impression qu'on nous laisse tomber », dit Maria.

Maria a été très contente de pouvoir assister à l'Assemblée générale de l'ICSF car cela aura permis d'ouvrir les yeux des hommes et des femmes du village de pêcheurs de Costa do Sol sur ce qui se passe dans d'autres régions du monde.

Amérique latine/Brésil

Changer la vie des femmes

Dans certaines parties de l'Etat du Pará, les revenus que les femmes tirent du décorticage des crabes sont en train de faire bouger les choses, à la fois sur le plan social, économique et culturel

par Denise Machado Cardoso, anthropologue, assistante au département d'anthropologie de l'Université fédérale du Pará

Dans les communautés de pêcheurs, on n'accorde pas beaucoup d'importance au travail fait par les femmes, surtout quand il s'agit de la préparation de coquillages ou crustacés. On peut expliquer cela par plusieurs facteurs, notamment la répartition traditionnelle du travail dans ces communautés. Les femmes font le travail de routine, les « corvées » à terre tandis que la pêche en mer donne un certain prestige aux hommes. L'entretien des filets, le nettoyage et le salage du poisson par les femmes, ce n'est pas vraiment considéré comme du travail. La participation des femmes à des activités productrices n'a donc pas en soi une si grande importance.

Ce que font les transformatrices de Guarajubal est sans doute intéressant économiquement, mais ni les hommes ni leurs collègues femmes ne sont prêts à le reconnaître. Il y a les raisons que l'on vient d'évoquer et le fait que les femmes concernées elles-mêmes n'ont pas envie de bousculer l'équilibre social au sein de leur communauté.

Les transformatrices n'admettent pas ouvertement, que leur travail est important en soi parce que, ce faisant, elles donneraient peut-être l'impression que leurs compagnons ne sont pas capables de remplir comme il faut leur rôle de gagnes-pain. On constate dans les ménages que les femmes ont certainement leur mot à

dire dans la prise des décisions, mais à y regarder de plus près on s'aperçoit qu'elles ont tendance à céder du terrain aux hommes.

A Guarajubal, comme dans d'autres communautés de pêcheurs, les gens ne font pas que de la pêche : ils ont aussi quelques cultures et ils chassent. Située sur la côte du Pará, au nord-est du Brésil, cette localité fait partie de la municipalité de Marapanim qui est traversée par de nombreux cours d'eau, avec également de vastes mangroves. Il y a bien longtemps que dans cette région on récolte du poisson, des crevettes, des crabes et autres crustacés, des mollusques.

Mais depuis dix ans c'est le crabe qui a pris une place assez importante. Il est pêché dans les zones marécageuses du voisinage et décortiqué par les transformatrices qui mettent la chair dans des sachets en plastique. Il y a une dizaine d'années que cela se fait à Marapanim, et cette activité a fini par entraîner une évolution socioculturelle dans les diverses localités qui constituent ce district municipal.

Les transformatrices sont généralement des femmes adultes en bonne santé, avec des enfants. Grâce à ce travail elles peuvent gagner un peu d'argent sans trop s'éloigner de leur espace domestique. Pour les femmes mariées surtout, c'est un problème de réconcilier les deux activités : la collecte et la transformation plus les occupations ménagères qui ne sont pas rémunérées (soin des enfants, cuisine, jardin, bétail...). Les femmes célibataires sans enfants cherchent plutôt du travail ailleurs, au chef-lieu ou dans d'autres municipalités du nord-est du Pará. Le travail des transformatrices commence au petit matin avec les tâches ménagères : préparation des repas, lessive, soins aux enfants, couture, entretien de l'équipement de pêche. Après le déjeuner les femmes s'en vont à leur deuxième occupation pour ne revenir que le soir. Ce sont généralement les hommes qui attrapent les crabes, qui les sortent de leur terrier. Les femmes extraient la chair des carapaces et la mettent dans des sachets pour le *marreteiro*, l'intermédiaire qui monopolise habituellement ce commerce.

Les femmes commencent dans cette occupation en accompagnant une parente ou une voisine, pour l'aider. Il ne s'agit pas tant d'augmenter la production que de tenir compagnie à des amies pour que le travail soit plus agréable. Pour ces femmes de Guarajubal, le coup de main tient d'une stratégie de loisir plutôt que d'un effort concerté pour réduire la charge de travail des transformatrices. Des enfants viennent aussi aider leur mère : ce sont surtout les filles qui apprennent les gestes car les garçons préfèrent faire des choses qui passent pour « plus masculines ».

Le métier de transformatrice dans cette région exige de la patience. La quantité de chair extraite dans une journée dépend du temps qu'on a consacré à la chose. Il faut bien six heures pour vider 120 crabes et obtenir 2 kg de chair. En plus de s'occuper de leurs jeunes enfants, ces femmes doivent faire preuve d'une grande persévérance car le travail est répétitif, et il est assez fréquent qu'elles se coupent un doigt.

Il y a donc quelques risques dans le métier et des conditions plutôt difficiles. Mais la région n'offre guère d'autres possibilités. Malgré les problèmes, les femmes reconnaissent que cette activité a apporté une évolution positive dans leur vie personnelle et celle de leur famille. Des changements sont évidents sur le plan socio-économique et sur le plan culturel. Le statut socio-économique de ces travailleuses s'est amélioré et elles ont maintenant davantage leur mot à dire au sein du ménage.



Aujourd'hui à Guarajubal, c'est surtout la femme qui emporte la décision quand il s'agit de décider du nombre d'enfants souhaitables pour le couple. Cette évolution est la conséquence directe de la participation des femmes au marché de l'emploi et de l'amélioration de leur pouvoir d'achat. D'autres facteurs sont évidemment intervenus dans ces changements, la télévision par exemple.

Et lorsqu'on compare la prévalence de la violence conjugale dans les diverses communautés de Marapanim, on constate que celles qui sont mariées et qui gagnent de l'argent en traitant le crabe sont plus enclines à résister aux agressions de leur compagnon que celles qui n'exercent pas cette activité.

On peut donc affirmer que le travail du crabe (*massa de carangueijo*) a stimulé plusieurs évolutions dans la vie des gens de cette région. Jusqu'à une date récente, il y avait peu de chance que les femmes trouvent un travail

rémunéré. Elles ont maintenant la possibilité de concilier une activité qui est source de revenus avec des occupations de mère et d'épouse.

Les gens qui attrapent et transforment le crabe sont bien conscients qu'à trop pousser son exploitation on risque de compromettre la pérennité de la ressource. Jusqu'à présent les pouvoirs publics ne se sont guère préoccupés de la chose. Mais un jour peut-être il faudra instaurer des périodes de fermeture dans cette pêcherie.

Pour contacter Denise Machado Cardoso, taper Demacard@aol.com

Asie/Malaisie

Un pas en avant

Les femmes de la pêche trouvent une place à la PIFWA

par P. Balan, conseiller à l'Association des pêcheurs côtiers de Penang (PIFWA)

La PIFWA a décidé de créer un bureau des femmes au sein de son comité directeur. Une femme sera donc présente dans les réunions officielles où se font les choix des activités et des stratégies de l'organisation.

Auparavant c'est aux côtés de leur mari et de leur famille que les femmes participaient à certains programmes de reboisement de la mangrove, à des ateliers organisés par la PIFWA. Maintenant qu'il y a une représentante des femmes au comité directeur, on peut s'attendre à ce que les femmes en général soient plus présentes dans les diverses activités de l'organisation.

Le 20 mai 2002 a eu lieu à Sungai Chenaam, Penang, une réunion entre la PIFWA et un groupe de femmes de la communauté de pêcheurs, des femmes qui pratiquent la pêche ou une autre activité dans la filière. Elles ont accueilli favorablement la décision de la PIFWA et ont procédé à l'élection de leur représentante.

Il a également été question des problèmes auxquels sont confrontés les femmes, notamment le micro-crédit et les difficultés pour rembourser l'argent emprunté, surtout lorsque les cours de la production varient fortement ou que les petites embarcations ne peuvent pas sortir à cause du mauvais temps, et qu'il n'y a plus de rentrées d'argent.

La PIFWA a promis d'étudier ces problèmes et elle cherche aussi à établir des partenariats avec des organisations locales et internationales sur des projets en direction des femmes des communautés de pêcheurs.

A cet égard, la PIFWA souhaite recevoir des suggestions et des recommandations.

Pour contacter P. Balan, taper pifwa@hotmail.com

Union européenne

Conjointes collaboratrices

Résumé du Rapport sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches, préparé pour la Commission européenne par Mac Alister Elliott and Partners Ltd, mars 2002

Methodologie

Pour remédier au manque d'information sur les problèmes de genres dans le secteur de la pêche, il avait été décidé de recenser les travaux déjà publiés. Une équipe de spécialistes a donc procédé dans les divers Etats membres à une enquête de terrain. Compte tenu de l'étendue géographique (les 15 pays de l'UE) et du champ d'investigation que cela représentait, premièrement il a fallu généralement limiter la recherche à des régions très dépendantes de la pêche ou à des poches d'activités de pêche dans des régions qui ne sont pas fortement dépendantes de cette activité. Deuxièmement, il n'a pas été possible de réaliser des enquêtes statistiques complètes et rigoureuses, et les études ont dû reposer sur l'opinion d'un petit nombre de personnes bien informées dans les régions concernées. On a élaboré un tableau modèle pour faire respecter une approche commune. Cela a marché dans une certaine mesure, mais on a obtenu des réactions diversifiées parce que les membres de l'équipe avaient une perception assez différente des problèmes. On a cependant considéré qu'il y avait du positif là-dedans car, lorsque les résultats concordaient malgré la diversité d'esprit des chercheurs, cela leur donnait de la crédibilité.

Principaux thèmes étudiés

- **Emploi** : Données sur l'emploi (y compris les différences entre les hommes et les femmes) pour toutes les activités principales de la filière pêche : capture, aquaculture, commercialisation et distribution, transformation, administration et gestion, appui informel (la contribution non rémunérée des femmes notamment).
- **Statut juridique et social** : La situation administrative des femmes pour ce qui est de leur participation à des activités de ce secteur, les problèmes dans ce domaine.
- **Organisations** : Comment les femmes sont-elles organisées dans cette branche (unions syndicales par

exemple), structures officielles de soutien (soins aux enfants...), l'instruction et la formation au service des femmes.

- **Difficultés socioculturelles** : Facteurs sociaux externes qui pèsent sur les décisions des femmes, comment la société perçoit les emplois dans la pêche (ce qui agit sur les choix), facteurs internes (psychologiques) relatifs aux intérêts, aspirations et préoccupations des femmes.
- **Économie** : Essentiellement les revenus procurés par les diverses activités dans la filière pêche, les pertes de revenus engendrés par les problèmes de genres, et les autres possibilités de travail.

Principales conclusions

Malgré toute la diversité culturelle et économique de l'Union européenne, il est surprenant de constater que les femmes ont sur le secteur de la pêche des positions et des perceptions fort ressemblantes, d'où émergent les points suivants qui semblent intéressants et importants :

- Les femmes ne sont pas les bienvenues en mer, mais de toute façon elles n'ont pas tellement envie d'y aller. Il n'est pas surprenant que cela ne concerne que 3 pour cent d'entre elles.
- Elles estiment qu'elles ne sont pas non plus tout à fait les bienvenues dans l'aquaculture, mais c'est moins net que pour aller en mer. Elles sont plus présentes dans ce secteur et il existe certaines activités aquacoles gérées spécifiquement par les femmes.
- La transformation est le sous-secteur où elles sont massivement présentes, mais c'est parce qu'il s'agit là d'emplois peu qualifiés. On considère, à juste titre, que ce travail offre généralement bien peu de possibilités de progresser pour les femmes.
- Gestion/administration : dans ce domaine où le travail est mieux rémunéré et mieux considéré par les femmes elles-mêmes, celles-ci sont désormais plus présentes. Et c'est particulièrement vrai dans le secteur public.
- Travail informel : on a constaté que le rôle d'appui des femmes à leur époux embarqué (conjointes collaboratrices) est à la fois fort important et sous-estimé au sein même des communautés de pêcheurs. C'est sur cet aspect qu'on pourrait agir de la façon la plus appropriée et la plus efficace pour améliorer la situation des femmes.

L'enquête a fait apparaître qu'il existe bien une certaine discrimination à l'égard des femmes dans le monde de la pêche. Pour apparemment un même travail, le salaire des femmes serait inférieur de 12 pour cent à celui des hommes. Il faut noter cependant que, compte tenu de

l'insuffisance des données disponibles, il n'a peut-être pas été possible de comparer des choses comparables. Ceci dit, cette différence est quand même bien en dessous du chiffre global de – 22 pour cent que l'on constate dans les économies de l'Union européenne.

Recommandations

Au vu de ces conclusions, un certain nombre de recommandations pratiques ont été faites afin que les Etats membres prennent les mesures nécessaires :

- **Pêche** : Les femmes n'ont généralement pas envie d'aller en mer, et elles n'y seraient d'ailleurs pas particulièrement les bienvenues. Il ne faudrait sans doute pas créer des blocages pour celles qui souhaitent vraiment y aller, mais ce n'est pas non plus la peine d'adopter une position volontariste sur cet aspect. Dans certaines petites pêcheries côtières, on pourrait instaurer un système de gestion communautaire. Ce régime présente des avantages en soi et permet aussi aux femmes de s'affirmer plus largement et de participer de manière plus concrète à la production primaire.
- **Aquaculture** : Dans ce sous-secteur, les blocages sont moins importants et les femmes ont plus de possibilités. Avec des formations appropriées, certaines pourraient accéder à des postes techniques et de gestion qu'elles convoitent. Il y a déjà des femmes qui gèrent quelques activités aquacoles spécifiques, et il serait bon de développer leur savoir-faire dans ce domaine, dans le cadre notamment d'une gestion communautaire qui semble être l'approche la plus souhaitable.
- **Transformation** : Il est clair qu'il existe ici une discrimination à l'égard des femmes. Mais il serait peut-être préférable de les aider à aller voir ailleurs plutôt que de les aider à progresser dans des emplois qui de toute façon resteront peu intéressants. Dans les régions qui ne sont pas fortement dépendantes des activités de pêche, il ne serait guère justifié d'offrir plus que l'enseignement général et la formation qui permettraient éventuellement aux femmes de quitter ces emplois pas vraiment souhaités et qui resteront sans doute précaires. Autrement dit, cela est du ressort des programmes nationaux de développement global et de soutien aux femmes. Par contre, dans les régions très dépendantes des activités de pêche, il convient tout à fait d'aider les femmes à « prendre possession » de certaines fonctions de valorisation et de transformation pour leur permettre d'optimiser leur rôle de cogestionnaires de l'entreprise familiale.
- **Administration** : Les questions de gestion de l'environnement et de la ressource peuvent constituer

des thèmes centraux pour une participation plus grande des femmes. Elles devront donc être abordées dans les formations qui leur seront offertes à côté des fondamentaux de la gestion. Dans l'administration et la recherche publique, les femmes sont assez bien représentées et l'égalité y est plutôt bien respectée. C'est sans doute dans ces secteurs qu'elles ont le plus de chance de progresser. C'est en les orientant vers le secteur public qu'on obtiendra probablement les meilleurs résultats.

La contribution des femmes à terre, ou « les conjointes collaboratrices ». Notre principale recommandation est ici la suivante : reconnaître, améliorer et étendre le travail d'appui fourni par les femmes. Il faudra prévoir un ensemble de mesures pour promouvoir ici le rôle des femmes, en agissant notamment sur les points suivants : premièrement, faciliter le développement de réseaux d'appui mutuel, deuxièmement, aider à améliorer la communication, en particulier grâce à l'Internet, troisièmement, lancer des campagnes de sensibilisation pour un meilleur soutien communautaire, notamment de la part des hommes, quatrièmement, offrir une formation où il y aura des cours adaptés aux besoins locaux en matière de technique et de gestion plus des cours d'informatique pour aider les femmes à gérer l'entreprise familiale avec l'ordinateur et l'Internet. Les femmes à terre pourront ainsi plus facilement se constituer en réseau et acquérir des savoir-faire utiles sur la marché du travail, au cas où la famille ne pourrait plus vivre de la pêche ou si la femme souhaite acquérir une plus grande indépendance. Les formations proposées devraient traiter en particulier les aspects suivants : gestion, commercialisation, vente, contrôle de qualité, transformation moderne, stratégie de l'entreprise, comptabilité, droit du travail, fiscalité, sécurité en mer, environnement, gestion de la ressource sur le long terme.

Etymologie

« Fishmonger, Fishwife »

Le texte suivant provient d'un ancien site Internet appelé The Mavens' Word of the Day. Son contenu a été recyclé et distribué par Dick Thien à un certain nombre de journalistes

Récemment, dans l'émission « Wait, wait, Don't Tell Me » (NPR show), une candidate s'est présentée comme « fishmonger ». Il s'en est suivi un certain nombre de plaisanteries à propos de « monging fish » et quelques

questions, restées sans réponse, sur l'origine du mot. Du coup, je me suis souvenu aussi de « fishwife ». Et je me suis demandé pourquoi « fishmonger » désigne tout simplement une personne qui vend du poisson tandis que « fishwife » fait manifestement, et en mauvaise part, allusion au caractère, à la voix et au vocabulaire de la femme en question. Y a-t-il là une dérivation commune ? Et pourquoi cette relation au poisson ? Dans ces deux mots composés, « fishmonger » et « fishwife », le mot « fish » est de nature circonstancielle. Le maillon essentiel est le deuxième élément, « monger » et « wife ». Si vous en doutez, lisez la suite.

Commençons par le mot « wife » (épouse) qui au début signifiait tout simplement « woman » (femme). Aujourd'hui on utilise « woman » dans bon nombre de mots (chairwoman, policewoman...) pour désigner une femme qui accomplit telle ou telle tâche. De la même manière « wife » désignait une femme qui faisait telle ou telle chose : une « alewife » vendait de la bière, une « oyster-wife » vendait des huîtres, une « fishwife » vendait du poisson. Parmi les mots de ce genre qui subsistent citons « housewife », une femme qui a la charge d'une maisonnée, et « midwife » où le mot « mid » est soit un adjectif indiquant le moyen soit une préposition qui signifie avec. Les experts ne sont pas d'accord là-dessus.



Les « fishwives » étaient des femmes du peuple qui vendaient du poisson le long des quais dans les villages de pêcheurs. Elles vantaient à plein poumon leur marchandise présentée dans des paniers. A part Sweet Molly Malone (la célèbre vendeuse de « cockles and mussels » des rues de Dublin), les dames de cette profession n'étaient pas très bien considérées. Elles n'hésitaient pas à se servir du vocabulaire plutôt corsé des marins et se faisaient, à cause du timbre de leur voix et du contenu de leurs phrases, une assez mauvaise

réputation. Peu de dictionnaires notent cette nuance, pas même le Oxford English Dictionary. Nos citations sont récentes et je ne peux savoir quand le mot est entré dans la langue. Il n'y a pas de problème de datation avec « monger ».

Les personnes qui participaient au programme radiophonique estimaient que si le nom était « monger », le verbe devait être « to mong ». En vieil anglais on a « mangian ». « Mong » est une variante de ce verbe et signifie « faire commerce de, troquer ». On le retrouve maintenant seulement dans « monger » et ses mots composés : fishmonger, ironmonger. Dans une « fishmonger's » on est dans une poissonnerie et chez le « ironmonger's » dans une quincaillerie.

De nos jours, on utilise habituellement « monger » comme synonyme un peu plus abstrait de « peddler » (colporteur de) et de « trafficker » (trafiquant), pour désigner quelque chose de négatif qui est en train de se faire. Dans cette acception, c'est un mot incroyablement productif. En faisant une recherche sur deux ans dans les archives d'un journal, on a obtenu surtout « gossip-monger » (colporteur de ragots). On trouve aussi assez fréquemment « rumour, scandal, mischief, hate, gloom, doom, rule, sensation, cliché, crisis ». Les nuances vont du gentil (Victorian nonsense-mongers) à l'insidieux (brutal race-monger). Ce que je préfère est une traduction particulièrement fleurie des écrits anti-manichéens de Saint-Augustin (dans la collection en ligne des Premiers Pères de l'Eglise) : « O Abominable monger ! O execrable perdition et ruine des âmes induites en erreur ! ». Tout cela sous le titre accusateur « Il oblige à perpétrer d'horribles turpitudes ». A en juger par le vitriol qu'on pourrait déclencher en indisposant Saint-Augustin, je préférerais à tous les coups avoir affaire à une « fishwife » !

Journaux/Inde

Elle fait des vagues

Une femme qui pratique la pêche se fait militante de la gestion et de la préservation de la ressource

article de Sabyasachi Bandopadhyay paru dans le Indian Express, New Delhi, 18 mai 2002

Dadanpatrabar, Bengale occidentale, 17 mai - Ratna Majhi, une femme analphabète de cette localité de l'East Midnapore, fait des vagues sur la côte du Bengale à cause de son slogan « Sauvons la mer, sauvons la vie aquatique ».

Sa voix porte désormais au-delà des limites du Bengale. En juin, elle interviendra à Bangalore dans une réunion

organisée par le National Fishworkers's Forum, une structure nationale dont le siège est à Thiruvananthapuram, Kérala. Après avoir tiré les leçons de son expérience, elle est devenue une combattante émérite de la défense de l'environnement marin, ce qui lui a valu d'ailleurs une distinction de la part de Greenpeace International.

En tant que secrétaire de l'Association des travailleuses de la pêche du district de Midnapore, elle se déplace sur la côte du Bengale pour exposer les problèmes de survie de ces femmes. Sans doute a-t-elle réussi à arracher quelques miettes pour les pêcheurs, mais elle se heurte souvent à l'indifférence des pouvoirs publics. « Ils nous demandent mille choses, dit Piyush Kanti, agent de vulgarisation dans l'administration des pêches. Nous leur avons donné satisfaction sur certains points, mais il nous est impossible de dire oui à tout. C'est le gouvernement central qui peut les aider ».

L'indolence des pouvoirs publics ne fait que renforcer la détermination de Ratna pour s'opposer à la destruction de la vie dans la mer. Cela a commencé lorsque les captures sur la côte de Digha-Contai ont commencé à chuter.

Sreekanta Das, est l'un des dix-mille adhérents de l'Association des pêcheurs de Dadanpatrabar. Il nous dit : « Pendant la saison creuse, nous faisons entre 15 et 20 kg de poisson. Il y a dix ans, c'était deux fois plus. Si la descente continue, nous allons bientôt mourir de faim ».



Ratna évoque plusieurs raisons pour cette raréfaction du poisson. « Les chalutiers étrangers entrent dans notre zone économique. Avec l'équipement qu'ils ont, ils ramassent tout, tout ce qui les intéresse en tout cas. Le reste repasse par dessus bord, et ça détruit l'environnement marin ». Elle parle aussi des élevages

de crevettes sur la côte. « La législation que le gouvernement central a adoptée pour l'aquaculture a favorisé l'installation de ces établissements qui font des dégâts dans la mer ».

Bishnupada Sen est un spécialiste de l'aquaculture qui a été chargé de plusieurs projets gouvernementaux. Il partage les craintes de Ratna et dénonce le danger que représentent les effluents non traités qui peuvent être toxiques. Ratna a sans doute manifesté, mais ça n'a pas vraiment amélioré les choses pour la population. Depuis le mois d'août dernier, après plusieurs marches de protestation, tout ce qu'elle a obtenu c'est quelques bicyclettes, des gants et des chaussures pour les pêcheurs et des bouts de chemin toutes saisons dans sa localité.

Les adhérentes de son association lui conservent malgré tout leur confiance et davantage de gens la rejoignent. « Avant nous n'avions pas confiance en l'avenir, dit Ashlata Rout, qui pêche aussi, mais Ratna nous a redonné espoir ».

Journeaux/Espagne

Travaillez et taisez-vous !

Des associations de femmes ont lancé une campagne afin d'obtenir une amélioration des conditions de vie et de travail des gens de mer

article de L. C. Saavedra paru dans *Voz de Galicia*

Dans le cadre d'une procédure d'initiative populaire, plusieurs associations ont lancé une campagne pour réunir les 500 000 signatures requises afin d'obtenir une nouvelle législation. Des associations de femmes de marins de tout le pays vont envoyer une proposition dans ce sens au Congrès des députés. Il s'agit de fixer des normes pour encadrer l'activité des travailleurs embarqués. La collecte des signatures continuera en principe jusqu'au 30 novembre 2002.

Actuellement, les pêcheurs ne peuvent se fonder sur des textes juridiques pour, dans le cadre constitutionnel, obtenir une amélioration des conditions de vie et de travail à bord. Pour parvenir à une nouvelle législation, il faut tout d'abord rassembler un demi million de signatures afin que l'affaire aille au Congrès et que les dispositions adoptées aient une valeur contraignante dans le système espagnol. Derrière cette initiative, il y a plusieurs associations de femmes de pêcheurs de diverses régions autonomes : Galice, Pays Basque, Catalogne, Andalousie et peut-être les Canaries.

L'idée centrale du projet c'est qu'on peut faire appel au système juridique pour allonger les périodes de repos à

terre en fonction du temps de travail en mer. Pour quatre mois de travail il y aurait deux mois de repos. La grosse question c'est de savoir qui va payer la facture. On a proposé, pour commencer, que le gouvernement demande au Fonds social européen de financer en partie cette période de repos, le reste étant à la charge des armateurs et de l'administration.

Josefa Soto et Cristina de Castro, respectivement présidente de l'association Rosa dos Ventos et déléguée nationale Pêche de Apostolat de la mer, se sont exprimées à Vigo sur la nécessité d'harmoniser en ce 21^{ème} siècle le monde du travail. « Les marins-pêcheurs sont les nouveaux esclaves silencieux de ce siècle », ont-elles déclaré.

Elles pensent que l'initiative en cours permettra d'atteindre deux objectifs : améliorer la vie des travailleurs, réduire l'effort de pêche par l'allongement des périodes de repos. Le rythme de travail actuel, plus de dix heures par jour, est un facteur qui favorise la surpêche. Josefa Soto et Cristina de Castro mènent une campagne de sensibilisation à travers tout le pays afin d'obtenir le nombre de signatures requis. On contactera toutes sortes d'institutions espagnoles, y compris les représentants officiels à Madrid et en Europe. Les promoteurs du projet espèrent que les signatures pourront être présentées avant le 30 novembre, une date qui coïncide avec un congrès qu'ils organisent à Vigo.

Film/Afrique

Les pêcheurs de Dar

Documentaire réalisé par Lina Fruzzetti, Akos Ostor et Stephen Ross

Fishers of Dar nous monte, dans leur continuité et leur intégrité, les pratiques de pêche traditionnelle qui ont cours dans le Dar es Salam d'aujourd'hui. Ce sont avec des équipements et des méthodes en usage depuis des siècles que l'on produit tout le poisson consommé par cette métropole de trois millions d'habitants.

On visite d'abord la jetée et le marché au poisson puis une petite communauté de pêcheurs établie pas très loin. On fait connaissance avec les centaines de gens qui interviennent dans la filière avant que le poisson arrive au consommateur. Les choses commencent avant le lever du jour, avec les petites embarcations et des bateaux plus importants équipés de moteur diesel qui partent vers leurs lieux de pêche. On voit des pêcheurs, des femmes, des constructeurs de bateaux, des matelots, des crieurs dans les ventes aux enchères, des manœuvres, des commerçants. Il y a toutes ces femmes qui arrivent avec

des bassines, qui achètent et nettoient du petit poisson, qui repartent chez elles en autobus pour proposer leur marchandise dans les centaines de petits points de vente de la ville. Le grand marché a été démoli récemment pour agrandir le port. Les antiques façons de faire perdurent, dans des conditions difficiles. Durée 37 minutes, prix 250 dollars. Pour plus d'informations, aller sur le site <http://www.filmakers.com/indivs/FishersDar.htm>

Sur Internet



Femmes dans la pêche : compte-rendu

Le compte-rendu en anglais de *l'Atelier sur les problèmes de genres et les communautés de pêcheurs du littoral en Amérique latine*, qui s'est tenu du 10 au 15 juin 2000 à Prainha do Canto Verde, Etat du Ceará, Brésil, est maintenant disponible sur le site de l'ICSF (www.icsf.net).

Il y avait 36 participants, des hommes et des femmes venus de cinq pays : Chili, Pérou, Brésil, Equateur, Mexique. En plus du rapport proprement dit, on trouvera des monographies sur le Chili, le Mexique, le Pérou et le Brésil qui avaient été préparés à cette occasion. Elles présentent la situation des femmes dans ces pays et leur rôle dans les organisations et les processus décisionnels.

Femmes de la pêche : bibliographie

Document FAO qui est une sélection de publications sur les questions de genres dans la pêche à partir de 1990. Voici le texte de présentation :

Au cours des vingt dernières années, la question des « Femmes de la pêche » est devenue de plus en plus importante. L'expression veut mettre en évidence le rôle des femmes à la fois dans la filière pêche et au sein de la famille. Cette publication a pour but de familiariser plus avant le lecteur à ces problèmes en lui proposant une bonne sélection de textes sur la participation des femmes et leur place dans la filière pêche. La bibliographie est divisée en cinq parties : monographies, articles, documentaires, projets, documents de travail, adresses de sites Internet.

Réf : *Kyprianou, M-H (comp.), Bibliography on gender and fisheries (1990-2001), FAO Fisheries Circular. N° 969. Rome, FAO, 2001, 42 p.*

On peut télécharger ce document sur le site <http://mujeres.infopesca.org/pdf/art006.PDF>

YEMAYA

Lettre de l'ICSF sur les Questions de Genres dans le Secteur de la Pêche

publié par le

Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche
27 College Road, Chennai 600 006
Inde
tél : 91 44 827 5303
fax : 91 44 825 4457
e.mail : icsf@vsnl.com
site Internet : <http://www.icsf.net>

préparé par

Chandrika Sharma

traduction

Gildas Le Bihan-CRISLA, Lorient

imprimé par

Sri Venkatesa Printing House, Chennai

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi les noms de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur ces questions de genres, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes dans ce domaine sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des 'tranches de vie' racontant les efforts de ceux, hommes et femmes, qui militent pour une pêche durable et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.